



Motion du 8^{ème} congrès de l'UFICT CGT des Services Publics

Grève des agents de la propreté du Grand Lyon



Les délégué-e-s du 8^{ème} congrès de l'UFICT CGT des Services Publics réuni-e-s à Artigues-près-Bordeaux soutiennent l'action des éboueurs et conducteurs de la collecte des ordures ménagères du Grand Lyon qui sont en grève depuis le lundi 12 mars 2012 pour exiger :

- Le retrait du projet de privatisation de la collecte des ordures ménagères du grand Lyon,
- Le maintien à 50 % en régie des rondes de collecte sur Lyon et Villeurbanne,
- L'amélioration des conditions de travail.

Plutôt que d'accepter la prise en compte des légitimes revendications des personnels, l'exécutif et le président du Grand Lyon préfèrent utiliser les moyens prisés par le Medef pour tenter de briser la grève. Ils font appel massivement à des personnels intérimaires pour ramasser les poubelles de Lyon et Villeurbanne par des entreprises privées.

Ce n'est pas par des propos méprisants et mensongers, tels ceux du vice-président du Grand Lyon, accusant les salariés de la propreté de travailler pour gagner beaucoup, que ce conflit social sera résolu.

Ce n'est pas en assignant les secrétaires généraux des syndicats du Grand Lyon au Tribunal de Grande Instance pour « entrave à la liberté du travail », comme le fait Gérard Collomb, que les problèmes posés seront réglés.

Habitué à ces propos et pratiques de la part du Président de la république, de son gouvernement, ou encore du Medef, nous attendons de l'exécutif du Grand Lyon une autre attitude.

Le congrès de l'UFICT CGT des Services Publics exige le respect du droit de grève et la prise en compte des revendications et réaffirme son soutien aux personnels du Grand Lyon en lutte et à leurs syndicats

Ce n'est pas par des propos méprisants et mensongers, tels ceux du vice-président du Grand Lyon, accusant les salariés de la propreté de travailler peu pour gagner beaucoup, que ce conflit social sera résolu.

Habitué à ces propos et pratiques de la part du président de la République, de son gouvernement, ou encore du Medef, nous attendons de l'exécutif du Grand Lyon une autre attitude.

Adopté à l'unanimité,
Artigues-près-Bordeaux, le 27 mars 2012